

L'ultime liberté

Rien de ce qui est humain ne nous est étranger

Ce n'est pas un sujet facile.

Mais quand on est retraité, la question de la fin de vie se pose, d'abord pour ses parents, pour ses proches et pour soi-même et chacun a, en la matière, des expériences différentes, plus ou moins douloureuses.

Mettre fin à l'hypocrisie

Depuis des années, malgré la loi Leonetti, la France vit sous le règne de l'hypocrisie :

- ✓ Malgré ce qui est affiché, les soins palliatifs, sous conditions et trop tardifs n'empêchent souvent pas de longues agonies et ne permettent pas de choisir une fin de vie digne.
- ✓ Malgré l'affichage, le soulagement de la douleur est rarement une priorité de la médecine.

Le poids des traditions, des religions et du fatalisme pèse lourd alors que les progrès de la science permettent aujourd'hui d'autres solutions.

Doit-on se satisfaire d'une situation où ceux qui en ont les moyens paient 9000 € pour une fin de vie en Suisse, tandis que d'autres qui voudraient en finir, attendent désespérément que leur organisme finisse par lâcher ?

Un débat qui nous concerne

Le combat de Marie Godard qui a publiquement revendiqué le droit de mourir, le choix de Paulette Guinchard d'une euthanasie en Suisse, ont montré les insuffisances de la législation française ou, en tout cas, de son application.

Ces combats sont à l'origine du nouveau débat qui a eu lieu à l'Assemblée nationale malgré l'obstruction de quelques députés intégristes.



Ailleurs

Cinq pays ont légalisé l'euthanasie (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Canada, Colombie) et deux le suicide assisté (Suisse et Australie), auxquels il faut ajouter six Etats américains : le Vermont, le Montana, l'Etat de Washington, l'Oregon, le Colorado et la Californie. La France suivra-t-elle cette voie ?

Des écueils à éviter

Il s'agit bien sûr de respecter chacune et chacun dans ses convictions philosophiques ou religieuses. Convictions parfois différentes au sein des familles comme l'a montré le cas de Vincent Lambert. Ce qui renforce l'utilité pour chacun de donner ses directives anticipées : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32010>

Il ne s'agit pas de décider à la place de qui-conque ou de fixer des critères de qui doit vivre et qui doit mourir.

Il ne s'agit pas de livrer la fin de vie au marché, et de décider s'il est « rentable » de soigner tel ou tel malade.

Il s'agit de permettre à chacun de choisir librement quand et comment son existence doit prendre fin.

Plus facile à dire qu'à faire ...

31 mars : Les retraités ne sortent pas du jeu

Le 31 mars, à Montbéliard comme partout en France, les retraités et futurs retraités étaient dans la rue à l'appel du « groupe des 9 » (CGT, FO, CFE-CGC, FSU, Solidaires, UNRPA, FGR-FP, LSR).

Une action pour faire entendre nos voix face à la sous-valorisation des retraites, aux dégâts de la CSG, à la taxation des mutuelles, à l'instauration du forfait-urgences.

Un moment pour demander des moyens pour l'hôpital, les EHPAD, le service public, l'accès aux soins de proximité.

L'occasion de chanter à nouveau et ensemble : « lundi des patates, mardi des patates ... ». Un clin d'œil qui a fait le titre de l'article de l'Est Républicain du lendemain.



A la portière PSA de Sochaux, aux côtés des fondeurs de Saint Claude Pour l'emploi industriel, contre les délocalisations



Malgré les grands discours politiques sur la « ré-industrialisation », la casse de l'emploi et les délocalisations se poursuivent.

La filière automobile n'échappe pas à cette politique. C'est le cas de l'usine PSA de Douvrin. (voir en page 4).

Et pour les fonderies, c'est la triple peine : les salariés y sont accusés d'être trop chers, les normes environnementales sont considérées comme moins contraignantes en Europe de l'Est, et les changements de motorisation (du thermique à l'électrique) mettent en cause les carnets de commandes.

A nouveau menacés par la stratégie financière de Renault et PSA, 150 ouvriers de la fonderie MBF de Saint-Claude, sont venus manifester à Sochaux le 6 avril.

Filtrage des camions, distribution de tracts, barbecue, musique ... une action joyeuse et déterminée !

Nous étions à leurs côtés, pour les soutenir, et pour dénoncer un dumping social qui, en détruisant les emplois, ruine aussi notre protection sociale et nos caisses de retraite.

Contre l'injustice qui frappe Abakar

Malgré la mobilisation et les 20 000 signatures de la pétition sur internet, le préfet du Doubs s'est acharné sur Abakar, jeune guinéen sans histoire, en France depuis 5 ans où il a appris le français, passé avec succès le CAP de cuisinier et dispose d'une promesse d'embauche ferme dès la réouverture des restaurants.

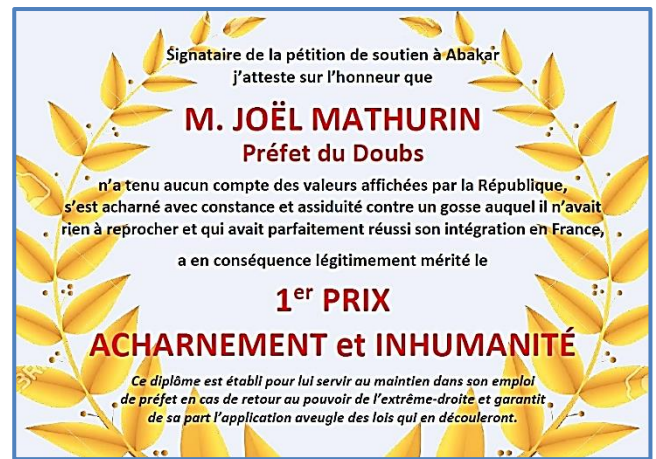
Abakar a été expulsé et largué au petit matin sans un sou, sans un toit à l'aéroport de Conakry, capitale d'un pays qu'il a quitté à l'âge de



14 ans et où il n'a aucun appui.

Après les premières dispositions d'urgence (lui trouver un contact, un toit et lui faire parvenir un peu d'argent), le Comité de soutien poursuit les démarches pour lui permettre de venir exercer le métier qui l'attend à Audincourt.

Dans ces conditions, la solidarité financière reste indispensable : Merci à celles et ceux qui pourront y participer.



Ce qu'on va faire dans les prochaines semaines

Démarches auprès de la CARSAT

En février, la Cour d'Appel de Besançon nous a donné raison dans le litige qui nous opposait à la CARSAT concernant les modalités de dématérialisation des demandes de retraite intervenue en 2018.

Modalités qui ont piégé plusieurs dizaines de demandeurs qui ont perdu 2 mois de retraite.

Maintenant que le délai qu'avait la CARSAT pour se pourvoir en cassation est épuisé, le retraité avec lequel nous avons mené cette procédure a récupéré, en dommages et intérêts, le montant de 2 mois de retraite (CARSAT + complémentaire) qu'il avait perdu.

Nous allons donc faire connaître ce résultat et demander à la CARSAT de l'étendre à celles et ceux qui se sont retrouvés dans la même situation. En espérant être entendus ...



Le 1^{er} mai à 10H place de la Chiffogne Montbéliard

Plus encore qu'auparavant, la pandémie a montré la nécessité de changer le système économique et les relations internationales.

- ✓ Les politiques de désindustrialisation et de casse des services publics ont amené au manque de masques, de respirateurs, de tests, de vaccins, de lits et de personnel dans les hôpitaux.
- ✓ Le patron de Moderna rejoint la liste des milliardaires alors que les populations des pays pauvres n'ont quasiment pas accès aux vaccins. Cherchez l'erreur !

Plus que jamais un autre monde est nécessaire et possible !

A noter : Le Conseil d'Etat a rappelé que les mesures de l'état d'urgence (interdiction d'attroupement, déplacement limité hors du domicile ...) ne pouvaient en aucun cas mettre en cause le droit de manifester et la liberté d'action revendicative. Celles et ceux qui habitent au-delà de 10 km, devront simplement indiquer sur une attestation de déplacement dérogatoire : participation à la manifestation du 1^{er} mai à 10H gare de Montbéliard)



L'usine PSA de Douvrin menacée

Délocalisation

L'usine PSA de Douvrin, à côté de Béthune dans le Pas-de-Calais, emploie 1500 salariés à la fabrication de moteurs essence et diesel.

Mais, la direction PSA utilise ses nouvelles acquisitions (Opel, Fiat ...) pour mettre en concurrence les salariés et délocaliser les productions dans les pays « low cost ».

M. Tavares, a annoncé que la nouvelle gamme de moteur essence EP ne serait plus produite à Douvrin mais dans une usine Opel en Hongrie. Et comme les motorisations diesel sont progressivement abandonnées, c'est toute l'usine de Douvrin qui est menacée.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient

Fabrice Maciolek, secrétaire FO chez PSA Douvrin, explique à La Voix du Nord : « Ici, on a fait le compactage, on nous a dit qu'on était les meilleurs, on a fait des efforts, on a

signé les accords, les salariés n'ont pas d'augmentation pendant trois ans, et tout ça avec la promesse d'avoir le moteur EP Euro 7 grâce à ces efforts. C'est une trahison de M. Tavares ».



Pour la CGT, il ne sert à rien de se lamenter sur une politique prévisible. L'heure est à la mobilisation avec un appel à une action (repoussée au 6 mai en raison du confinement) devant l'usine, avec la participation de représentants CGT de tous les sites PSA de France.

Du côté de PSA Sochaux

Salariés au piège de la guerre des puces

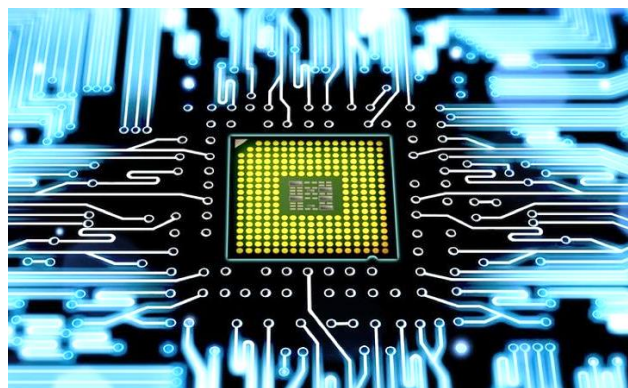
A Sochaux, les journées non travaillées se multiplient pour les salariés du système 1 (308).

Avec le dispositif des compteurs, c'est un empilement de journées « à récupérer » ...

En cause, les difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs, (puces électroniques). Face à la pénurie, la direction PSA privilégie la production des modèles sur lesquels elle fait le plus de marge, et la 308, dans sa version actuelle en fin de vie à Sochaux n'est pas prioritaire, le nouveau modèle étant en cours de lancement à Mulhouse.

Mais PSA n'est pas le seul constructeur automobile impacté, Renault, Volkswagen et Ford ont dû aussi réduire leur production. La France et l'Europe découvrent, mais un peu tard, que ces semi-conducteurs sont à 90 % importés et que les fabricants asiatiques ou américains privilégient leur propre production téléphonique et informatique.

On attend toujours les conclusions du « commissaire au plan » M. Bayrou, qui devait tracer les voies de l'industrie de demain !!!



Agenda

Attention : En raison des nouvelles règles, la réunion de notre Collectif-retraités initialement prévue le 13 avril au Près-la-Rose **est annulée**.

Espérons que nous pourrons enfin nous réunir dans de bonnes conditions au mois de mai.